

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 4-6 février 2008



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.1/2008/16

12 juin 2008

ORIGINAL: ANGLAIS

RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 2008 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément aux méthodes de travail du Conseil d'administration, le présent document reflète les points principaux des délibérations que le Secrétariat devra prendre en considération pour la mise en oeuvre des décisions et recommandations figurant dans le document WFP/EB.1/2008/15.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

TABLE DES MATIERES

	Page
QUESTIONS STRATÉGIQUES ACTUELLES ET FUTURES	
2008/EB.1/1	1
2008/EB.1/3	1
RAPPORTS ANNUELS	
2008/EB.1/2	3
QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE	
2008/EB.1/4	4
RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES	
2008/EB.1/5	5
2008/EB.1/6	6
RAPPORTS D'ÉVALUATION	
2008/EB.1/7	7
PRÉSENTATIONS PAR LES DIRECTEURS RÉGIONAUX	
	8
	10
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE AUSTRALE, ORIENTALE ET CENTRALE	
2008/EB.1/8	11
2008/EB.1/9	12
2008/EB.1/10	13
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	
2008/EB.1/11	14
2008/EB.1/12	14

QUESTIONS D'ADMINISTRATION ET DE GESTION

2008/EB.1/13	Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM	15
---------------------	--	-----------

QUESTIONS DIVERSES

2008/EB.1/15	Présentation orale de la réunion conjointe des Conseils d'administration du PNUD/UNFPA, de l'UNICEF et du PAM	16
	Discours de son Excellence John Agyekum Kufuor, Président du Ghana	17

QUESTIONS STRATEGIQUES ACTUELLES ET FUTURES

Questions stratégiques actuelles et futures (2008/EB.1/1)

Plan stratégique du PAM pour 2008–2011: premier projet (2008/EB.1/3)

1. Le Président sortant a souhaité la bienvenue à tous les participants, notamment aux nouveaux membres du Conseil et aux nouveaux collègues, et a remercié les membres sortants. Au cours de l'année 2007, le Conseil avait pris des mesures importantes en matière de politique générale, de gestion des ressources et de supervision financière, et avait fait grandement avancer les questions de gouvernance et de contrôle.
2. La Directrice exécutive a souhaité la bienvenue au nouveau Président, aux nouveaux membres du Bureau et à toutes les personnes présentes. Elle a décrit le contexte dans lequel opérait dorénavant le PAM et les difficultés auxquelles il était confronté. Les produits alimentaires atteignaient des prix record dans le monde et le niveau des réserves de céréales était au plus bas. L'élaboration du Plan stratégique du PAM pour 2008-2011 progressait: le projet de Plan stratégique, qui visait à répondre aux nouveaux défis, avait fait l'objet de plusieurs consultations avec le Conseil et la Directrice exécutive espérait qu'il ferait l'unanimité d'ici à la session annuelle du Conseil en juin.
3. La communauté internationale accordait une attention prioritaire au droit à l'alimentation. Le PAM jouissait de l'appui de 87 pays et d'un soutien sans précédent du public, notamment grâce aux outils interactifs en ligne. Le PAM s'était employé à attirer l'attention sur le problème de la faim au Forum économique mondial de Davos en créant une tribune pour l'action humanitaire et en rédigeant l'introduction d'un numéro spécial de la revue scientifique *The Lancet* consacré à la faim. En 2007, le montant des contributions reçues par le PAM représentaient le deuxième montant le plus important jamais reçu par le Programme. Il avait agi en partenariat avec 3 000 organisations non gouvernementales (ONG) communautaires et internationales, les organisations des Nations Unies ayant leur siège à Rome et d'autres organismes du système. Le projet pilote "Unis dans l'action" et la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies étaient essentiels aux activités du PAM. Le Programme occupait une place de chef de file au sein des Nations Unies pour les questions de gouvernance et de déontologie.
4. Parmi les mesures prises par le PAM pour relever les défis actuels et trouver des solutions au problème la faim figuraient les suivantes: évaluer les répercussions de l'augmentation des prix alimentaires sur les opérations; veiller à ce que l'analyse de la vulnérabilité et des besoins permette de mieux cerner le nouveau visage de la faim; accroître le volume des achats locaux et régionaux dans les pays en développement et étudier les nouvelles possibilités d'achat et les marchés potentiels; suivre de plus près les pays les plus vulnérables; mener des consultations avec des spécialistes de la faim et de la sécurité alimentaire; concevoir différents types d'intervention humanitaire avec les ONG; constituer un groupe de travail interne pour examiner les interventions les plus efficaces; et faire participer le Conseil à la réflexion sur les conséquences de l'envolée des prix alimentaires et les solutions possibles.
5. La Directrice exécutive a présenté la campagne "Fill the Cup" ("Une tasse remplie = Un enfant nourri") dont le but est d'attirer l'attention sur tous les enfants qui vont en classe le ventre vide et qu'il serait possible de nourrir. La campagne devait être officiellement lancée à Milan le 7 février par le Président du Ghana, Son Excellence Monsieur John Agyekum Kufuor, et la star du football Kakà, Ambassadeur itinérant du PAM.



6. Les membres du Conseil ont remercié le Président sortant ainsi que les autres membres du Bureau, et ont souhaité la bienvenue au nouveau Président et aux nouveaux membres du Conseil. Ils ont réitéré leur soutien aux membres du personnel du PAM, et exprimé leur sympathie aux familles des employés qui avaient été blessés, détenus ou tués. Le Conseil a félicité la Directrice exécutive pour le travail qu'elle avait accompli concernant l'analyse de la faim et la définition des orientations stratégiques du PAM. Un membre du Conseil a regretté qu'aucune présentation spécifique du premier projet de Plan stratégique n'ait été faite pendant la session et a ajouté que les consultations informelles ne pouvaient pas remplacer le Conseil.
7. Les membres du Conseil ont noté les progrès réalisés dans l'élaboration du Plan stratégique et demandé des informations plus précises sur les outils à utiliser pour atteindre les Objectifs stratégiques. Ils ont encouragé le PAM à intégrer encore davantage ses activités en faveur du développement dans les processus engagés à l'initiative des pays et à créer des liens entre le Plan stratégique et la politique du PAM concernant la problématique hommes-femmes. De nombreux membres ont déconseillé de classer les objectifs stratégiques par ordre de priorité, jugeant ce classement trop restrictif ; d'autres ont demandé que les critères appliqués pour fixer les priorités soient clarifiés. Certains membres ont encouragé le PAM à aligner ses catégories d'activités sur les catégories de financement des donateurs, mais d'autres ont mis en garde contre le risque d'un cloisonnement trop strict entre activités de secours et activités de développement.
8. Les membres ont demandé que les partenariats noués entre le PAM et les autres organismes des Nations Unies, les ONG et les gouvernements soient établis de manière plus claire, en soulignant la nécessité de coordonner les efforts afin d'éviter les doublons et de déceler les défaillances dans les services fournis. Une plus grande implication des gouvernements hôtes et des communautés bénéficiaires permettrait d'améliorer la maîtrise des activités à l'échelle locale et de pérenniser les programmes après le transfert des responsabilités; à cet égard, le Conseil s'est dit satisfait du recours croissant du PAM aux achats locaux, une mesure positive qui allait dans ce sens. Les membres du Conseil ont demandé des précisions supplémentaires sur la question du renforcement des capacités, sur la manière dont le suivi et l'évaluation seraient incorporés dans le Plan et sur les principaux changements de l'approche suivie par le PAM dans le nouveau Plan stratégique.
9. En réponse aux observations formulées, la Directrice exécutive a rappelé au Conseil que d'autres consultations informelles sur le projet de Plan stratégique seraient organisées avant la session annuelle de 2008, ce qui permettrait d'examiner de plus près bon nombre des points spécifiques qui venaient d'être soulevés. Elle a remercié les membres de leur soutien et réaffirmé l'engagement du PAM de prendre en compte dans le Plan stratégique tant l'avis de l'Organisation que celui du Conseil, y compris la nécessité de trouver des mécanismes de financement novateurs, d'élargir les partenariats et d'améliorer le renforcement des capacités.
10. La Directrice exécutive a ensuite parlé brièvement du personnel du PAM sur le terrain, lequel faisait face à des situations difficiles, puis elle a rendu hommage aux victimes de l'attentat à la bombe perpétré en décembre à Alger et a annoncé le nom des personnes auxquelles avait été attribué le Prix du personnel du PAM.

RAPPORTS ANNUELS

Rapport annuel au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO pour 2007 (2008/EB.1/2)

11. Dans sa présentation du Rapport annuel, le Secrétariat a indiqué que le rapport de cette année mettait l'accent sur les activités menées pour appuyer la réforme des Nations Unies et la coopération interorganisations, dont le système d'action groupée dans le domaine de l'assistance humanitaire, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) et la procédure d'appel global, et décrivait la participation accrue du PAM à des programmes pilotes menés au titre de l'initiative "Unis dans l'action". Le rapport tenait compte des observations formulées l'année dernière par le Conseil. Il fournissait des informations plus précises sur la politique de tolérance zéro en cas d'exploitation et d'abus sexuels, et présentait les programmes conjoints par thème; le VIH/sida, l'éducation et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) constituaient les principaux domaines de la programmation conjointe. La collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome ayant déjà fait l'objet d'un rapport distinct présenté au Conseil en 2007, cette partie du rapport était brève. Pendant l'année 2007, le changement climatique était devenu une préoccupation prioritaire pour l'ensemble du système des Nations Unies.
12. Le Conseil a accueilli avec satisfaction le rapport, qui traduisait la volonté du PAM de travailler en collaboration, notamment avec d'autres organisations des Nations Unies, la Banque mondiale et les ONG, et s'est félicité des réalisations du PAM. L'une des principales questions était de savoir dans quelle mesure le CERF représentait une source complémentaire de financement pour le PAM, et s'il ne se substituait pas aux contributions directes des donateurs. Parmi les autres points soulevés, les membres du Conseil souhaitaient avoir des précisions sur les effets de la collaboration interorganisations dans les pays et sur les programmes du PAM; savoir si l'action groupée avait permis de faire des économies et d'accroître l'efficacité; si la problématique hommes-femmes avait été intégrée aux opérations logistiques et humanitaires; connaître les méthodes de ciblage, de suivi et d'évaluation, et le rôle des différents organismes dans les programmes conjoints et les domaines de collaboration. Il a été observé qu'il était inexact de faire référence aux Nations Unies en tant que donateur et qu'il convenait d'utiliser un autre terme
13. Répondant à ces observations, le Secrétariat a indiqué qu'il était difficile de déterminer si le CERF représentait une source de financement supplémentaire ou de substitution, et d'identifier les donateurs à l'origine des contributions que le PAM recevait par le biais des Nations Unies. Le Secrétariat a spécifié que toutes les activités menées dans le cadre des programmes "Unis dans l'action" l'étaient à titre pilote, et qu'elles seraient évaluées avant de décider de poursuivre ou non leur mise en œuvre. Mettre davantage l'accent sur la sécurité alimentaire, comme le demandaient certains membres, se révélait difficile dans les pays où la sécurité alimentaire faisait partie intégrante des programmes de protection sociale. Il était également difficile d'évaluer quelles activités menées conjointement par le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour combattre la faim chez les enfants pouvaient être attribuées à l'Initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants.

14. Le PAM et l'UNICEF, qui dirigeaient conjointement le module des télécommunications, étaient tous deux d'avis que ce module devait être dirigé par une seule institution chef de file, mais toutes les institutions ne partageant pas le même avis, aucun changement imminent n'était à prévoir. Le PAM serait prêt à diriger le module et souhaitait que les membres de son personnel soient choisis comme coordonnateurs de l'action humanitaire des Nations Unies, outre les postes de coordonnateurs résidents qu'ils occupaient déjà. Le Secrétariat estimait que la participation au Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) était utile aux activités du PAM et que le GNUD tirait profit de l'expérience concrète du PAM lors de ses discussions.

QUESTIONS DE POLITIQUE GENERALE

Stratégie du PAM en matière de partenariat et de mobilisation de fonds auprès du secteur privé (2008/EB.1/4)

15. Le Secrétariat a présenté le document sur la stratégie du PAM en matière de partenariat et de mobilisation de fonds auprès du secteur privé, qui avait été précédemment examiné par le Conseil lors de consultations informelles. Le document reprenait le cadre général d'action relatif aux relations avec le secteur privé, tel qu'approuvé par le Conseil d'administration, en y ajoutant un objectif quantifié précis concernant les contributions en espèces. Il proposait un modèle d'autofinancement pour les activités liées aux partenariats et à la mobilisation de fonds auprès du secteur privé, et prévoyait de tenir le Conseil régulièrement informé.
16. Les membres du Conseil ont félicité le Secrétariat pour la stratégie et le modèle d'autofinancement proposés, qui représentaient un bon potentiel pour financer les opérations du PAM. Ils ont souligné l'importance de sélectionner convenablement les partenaires potentiels du secteur privé et de veiller à ce que la publicité ainsi générée ne compromette pas la neutralité de l'Organisation des Nations Unies. Il a été rappelé qu'il importait de maintenir une séparation étanche entre la mobilisation de fonds auprès du secteur privé et tout avantage qui pourrait en découler; il a été demandé que le Commissaire aux comptes continue de suivre cette question. Les membres du Conseil ont insisté pour que la mobilisation de fonds réponde parfaitement au Plan stratégique et à ses objectifs, en mettant l'accent sur la valeur ajoutée des activités du PAM pour les bénéficiaires.
17. Le Secrétariat a été prié d'indiquer la manière dont les accords seraient négociés avec le secteur privé et de fournir des précisions sur les stratégies de marketing et de communication. Plusieurs membres ont fait observer qu'un taux de 20 pour cent pour la commission de gestion n'était pas suffisant, jugeant le taux moyen de 25 pour cent appliqué par le secteur privé davantage approprié, notamment dans le contexte actuel marqué par la baisse des ressources et l'augmentation des coûts. Le Conseil a demandé de quelle manière le Secrétariat fixerait le taux d'intérêt des prêts accordés par le Fonds général. Il a été suggéré d'élargir la base de ressources et d'impliquer les bureaux de pays dans cet effort. Certains membres souhaitaient que l'on privilégie les sociétés privées, les groupes plus petits et les particuliers plutôt que les grandes entreprises cotées en Bourse, notamment dans les pays dont l'économie était dominée par des petites et moyennes entreprises. Étant donné le potentiel offert par le secteur privé, la question s'est posée de savoir si le montant des projections pour 2017, soit 200 millions de dollars, n'était pas trop modeste.

18. Les membres ont insisté sur le fait que la gouvernance du PAM incombait exclusivement au Conseil et aux instances intergouvernementales. Le Conseil attendait avec intérêt de pouvoir lire les rapports sur l'état d'avancement de la stratégie, rédigés de manière claire et transparente, et d'en assurer la supervision. Le Secrétariat a été invité à incorporer dans la stratégie certains éléments de la réunion du Comité financier de la l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui s'était tenue récemment.
19. Le Secrétariat a répondu aux observations et préoccupations exprimées par le Conseil en soulignant qu'il prenait les mesures appropriées pour la présélection des partenaires du secteur privé. La commission de gestion serait examinée; les taux appliqués par les autres organisations variaient de 17 à 30 pour cent, ce taux dépendant parfois du volume des activités pendant une année donnée. Le PAM comptait mobiliser 20 nouveaux partenaires humanitaires mondiaux; il accueillait également favorablement les contributions d'entreprises du secteur privé plus petites et les contributions des particuliers.

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIERES ET BUDGETAIRES

Rapport intérimaire sur l'application des recommandations du Commissaire aux comptes (2008/EB.1/5)

20. Le Secrétariat a présenté le rapport en présence du Commissaire aux comptes. Il avait soumis des rapports intérimaires à toutes les sessions du Conseil, mais le Comité financier de la FAO et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) avaient proposé de revoir la fréquence de ces rapports.
21. Plusieurs membres du Conseil ont affirmé qu'un rapport intérimaire par an permettrait de recevoir suffisamment d'informations. Il a été demandé s'il existait un lien entre la recommandation du Commissaire aux comptes concernant la sensibilisation et la stratégie du PAM en matière de partenariat avec le secteur privé. Il a été demandé de faire régulièrement le point sur le respect des Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) et sur le Système mondial et réseau d'information du PAM (WINGS II); les membres du Conseil souhaitaient savoir quelles seraient les conséquences d'un report de la mise en œuvre de certains éléments de WINGS II jusqu'au terme de la deuxième étape du projet.
22. Le Secrétariat a répondu qu'une décision sur la fréquence des rapports intérimaires dépendrait des recommandations qui seraient formulées par plusieurs comités consultatifs; en attendant, la pratique actuelle serait maintenue, un rapport étant présenté à chaque session. Dans le cadre de la décentralisation, on avait entrepris d'examiner et de rationaliser les fonctions du Siège, des bureaux régionaux et des bureaux de pays. Le PAM était en bonne voie pour l'application intégrale des normes IPSAS. Il collaborait étroitement avec les autres organismes des Nations Unies et avait apporté des améliorations supplémentaires à la présentation des informations financières.
23. Le Commissaire aux comptes a félicité le PAM concernant l'adoption des normes IPSAS en 2008, bien avant de nombreuses organisations des Nations Unies qui devaient commencer à les appliquer en 2010. La Directrice exécutive adjointe a fait savoir que le Secrétariat offrirait d'organiser une consultation informelle sur le projet WINGS II étant donné l'intérêt qu'il suscitait, afin de tenir les membres intéressés au courant des progrès de la mise à niveau.

Point sur la mise en oeuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2008–2009 (2008/EB.1/6)

24. Le Directeur financier a expliqué que même si le document était présenté au Conseil pour information, et ne devait normalement pas être examiné, le Secrétariat avait décidé de l'inscrire à l'ordre du jour vu l'importance des questions traitées. Le Directeur du Bureau du budget et de la planification financière a présenté la mise à jour, en indiquant qu'un montant de 5,4 milliards de dollars avait été inscrit au budget au titre des opérations dans le Plan de gestion du PAM pour 2008-2009. Cependant, l'escalade des prix des produits alimentaires et des carburants, ainsi que le recul du dollar des États-Unis entraîneraient une augmentation du coût des opérations de 734 millions de dollars, outre une hausse de 228 millions de dollars imputable aux nouveaux projets et aux augmentations budgétaires. Ainsi, selon une estimation prudente, 6,4 milliards de dollars seraient nécessaires pour répondre aux besoins opérationnels pendant la période 2008-2009. Les révisions budgétaires pour chaque projet seraient effectuées conformément au Règlement général et approuvées par la Directrice exécutive ou le Conseil.
25. Les membres du Conseil se sont demandés comment le PAM comptait réagir face à la montée des prix et ont souhaité davantage d'informations sur l'incidence de ces augmentations sur les opérations et la dotation en personnel. Il a été avancé que l'estimation du Secrétariat concernant le besoin de ressources supplémentaires était peut-être trop prudente. Les membres du Conseil ont demandé à être tenus régulièrement informés de l'incidence des fluctuations des prix alimentaires et des carburants ainsi que du taux de change sur les coûts et le programme de travail du PAM. Ils ont également demandé si le PAM avait préalablement pris en compte le risque d'une telle flambée des prix et les moyens d'y remédier, y compris par la couverture du risque de change. Le Conseil a souligné l'importance de resserrer la coopération entre les organismes des Nations Unies dans le cadre des activités futures et la nécessité d'être flexible.
26. Les membres du Conseil ont encouragé le PAM à établir ses priorités afin de répondre à l'augmentation des coûts et d'éviter que les donateurs ne le fassent eux-mêmes en assortissant leurs contributions de certaines conditions. D'autres membres ont déconseillé de réduire l'aide aux bénéficiaires. Nombre d'entre eux ont reconnu qu'il n'existait pas de solutions à court terme face à l'augmentation des coûts.
27. Le Secrétariat a fait observer que cette hausse des coûts était sans précédent dans l'histoire du PAM. Le Programme faisait appel à des experts pour l'aider à analyser le problème et à proposer des solutions; il était essentiel de travailler ensemble. Le Secrétariat reconnaissait lui aussi l'importance de présenter régulièrement au Conseil des informations clairement présentées. Une gestion efficace des risques et des évaluations des besoins permettraient une utilisation judicieuse des ressources; des mesures telles que les achats locaux avaient un rôle important à jouer. Le Secrétariat étudiait la possibilité de couvrir le risque de change, mais les contributions assorties de restrictions pourraient affecter le choix de cette option. Les effectifs étaient actuellement passés en revue et une réduction du nombre de postes financés au titre du budget AAP avait été approuvée. Une procédure de réaffectation du personnel était en cours afin que le plus grand nombre de fonctionnaires possible se voit attribuer un nouveau poste. L'un des sujets de préoccupation était de savoir comment maintenir le moral et la motivation du personnel pendant cet exercice.
28. La question de la sécurité entraînerait des besoins en ressources supplémentaires; depuis l'attentat à la bombe d'Alger en décembre, il était envisagé d'augmenter le niveau de sécurité dans de nombreux lieux d'affectation des Nations Unies, ce qui se traduirait par des coûts supplémentaires.



RAPPORTS D'EVALUATION

Examen par les pairs de la fonction d'évaluation du Programme alimentaire mondial (2008/EB.1/7)

29. Le Président du groupe chargé de l'examen par les pairs a présenté le rapport résumé. L'un des objectifs de cet examen était de stimuler le débat; le Secrétariat, notamment le Bureau de l'évaluation, tout comme le Conseil, avaient coopéré de manière active à cet exercice. L'examen consistait essentiellement à évaluer l'indépendance, la crédibilité et l'utilité de la fonction d'évaluation du PAM. Dans son exposé, le Président a attiré l'attention sur trois points. Premièrement, même si de nombreux bureaux de pays disposaient de systèmes de suivi qui répondaient très bien à leurs besoins spécifiques, il n'existait aucun système de suivi global à l'échelle de l'Organisation permettant de fournir des données fiables et de tirer des enseignements à différents niveaux. Deuxièmement, les échanges avec les parties prenantes étaient limités et des mesures supplémentaires devaient être prises afin de consulter les gouvernements, partager l'expérience acquise avec les organisations internationales et nationales partenaires, et améliorer l'obligation redditionnelle, notamment à l'égard des bénéficiaires. Troisièmement, les évaluations décentralisées présentaient des lacunes et il était nécessaire d'en améliorer la qualité et d'accroître les ressources et le soutien de la direction.
30. Le Secrétariat a présenté sa réponse aux 34 recommandations formulées par les pairs, en soulignant l'engagement qu'il avait pris d'améliorer les évaluations, notamment en élaborant une nouvelle politique en la matière. Deux des recommandations formulées devaient être examinées et soumises au Conseil pour décision.
31. Le Conseil a accueilli avec satisfaction les recommandations formulées par les pairs, ainsi que la réponse du Secrétariat. Il a souligné l'importance de maintenir l'indépendance de la fonction d'évaluation, en la dotant de ressources suffisantes et en mettant mieux à profit les erreurs. Il existait toujours un écart entre la politique et la pratique en matière d'évaluation. De nombreux membres ont estimé que les conclusions des évaluations ne semblaient pas contribuer à l'élaboration des politiques ou à la gestion axée sur les résultats. Il était également nécessaire de renforcer les capacités du personnel et des parties prenantes; le PAM devait s'engager à devenir une organisation déterminée à tirer parti de l'expérience et des connaissances acquises.
32. Répondant à ces observations et à celles formulées par le Conseil, le Président du groupe chargé de l'examen par les pairs a décrit la manière dont avaient été sélectionnés les membres du groupe selon des critères établis par une équipe spéciale et les normes d'évaluation du Groupe des Nations Unies sur l'évaluation. Le groupe était formé de membres venant d'organismes bilatéraux et multilatéraux, d'organisations non gouvernementales et de sociétés de conseil; il comprenait aussi des experts de l'évaluation dans les domaines humanitaire et du développement. Les Nations Unies envisageaient de recourir plus souvent aux évaluations par les pairs.
33. Le Conseil était divisé sur la création d'un sous-comité de l'évaluation, tel que cela était proposé par les pairs, mais il a émis plusieurs autres suggestions afin d'améliorer la procédure d'établissement des rapports soumis au Conseil.

34. Le Secrétariat a expliqué que la réponse de la direction avait été fournie par le Bureau de l'évaluation car cette évaluation portait précisément sur ses activités. Le Bureau de l'évaluation continuerait de participer à des consultations informelles avec le Conseil pour examiner des questions touchant l'évaluation, en particulier la manière de rendre compte au Conseil des conclusions des évaluations. Les résumés de toutes les évaluations menées sur des opérations seraient présentés chaque année, et les résumés de toutes les évaluations stratégiques une fois tous les deux ans. Des mesures étaient prises pour améliorer l'assurance-qualité, les consultations avec les parties prenantes et l'utilité des évaluations. Le Bureau de l'évaluation s'employait à accroître l'intérêt de son personnel pour les évaluations et espérait, sous réserve de disposer des ressources nécessaires, afficher les enseignements tirés sur un site Web. Concernant la composition du personnel du Bureau de l'évaluation, une partie des postes avaient été pourvus en recrutant à l'extérieur des spécialistes de l'évaluation, tandis que les fonctionnaires du PAM fournissaient des informations utiles sur les opérations du Programme. La nouvelle politique d'évaluation aborderait nombre des questions soulevées dans les recommandations formulées par les pairs, y compris l'amélioration des évaluations des effets directs et de l'impact, et la différenciation des rôles impartis à la direction et au Bureau de l'évaluation.
35. Pour conclure, le Secrétariat a réitéré l'engagement pris par la Directrice exécutive en faveur du contrôle et de l'évaluation, et pour faire du PAM une organisation "performante et efficace".

PRESENTATIONS PAR LES DIRECTEURS REGIONAUX

Bureaux régionaux pour l'Afrique

36. La Directrice du Bureau régional pour l'Afrique australe, orientale et centrale a indiqué que la région continuait d'être durement touchée par des sécheresses et des inondations toujours plus fréquentes, par les déplacements de population consécutifs aux catastrophes naturelles ou aux conflits (ou bien les deux) et par le VIH/sida. Les chocs répétés avaient compromis les capacités de résistance des populations et épuisé leurs mécanismes de survie, les rendant progressivement plus vulnérables. La population de la République démocratique du Congo était notamment durement éprouvée par le conflit et les déplacements successifs, et continuait d'avoir besoin d'une aide en dépit de l'accord de paix qui laissait espérer un règlement du conflit dans les Kivus. En Somalie, pas moins de 1,8 million de personnes pourraient avoir besoin d'une aide cette année suite aux sécheresses, aux inondations et au conflit. Au Kenya, les violences post-électorales avaient provoqué le déplacement de 250 000 personnes et ébranlé toute la région, en raison notamment de son importance en tant que zone de transit. En Afrique australe, les pluies et les inondations soudaines avaient fait des milliers de sans-abri, cependant les gouvernements et la communauté humanitaire faisaient face à la situation en déployant davantage de moyens et en agissant de manière mieux coordonnée. Le Zimbabwe souffrait d'une hyperinflation et d'un taux de chômage de 80 pour cent.
37. Dans chacune de ces crises, le plus lourd tribut était payé par les femmes et les enfants; les familles touchées par le VIH/sida; les petits éleveurs (dans la Corne de l'Afrique); les groupes marginalisés; les réfugiés et les personnes déplacées ayant pris le chemin du retour; les groupes ethniques minoritaires; les habitants des zones isolées; et les personnes extrêmement défavorisées des zones urbaines. En 2007, le PAM avait acheté un volume de produits alimentaires sans précédent dans les pays en développement à travers le monde et l'Ouganda occupait le rang de plus grand fournisseur; plusieurs pays d'Afrique australe



étaient devenus producteurs d'excédents céréaliers. Malgré les progrès rapides réalisés pour subvenir aux besoins de leurs citoyens, les gouvernements avaient toujours besoin de l'appui de la communauté internationale pour combler les lacunes.

38. Le Directeur du Bureau régional pour le Soudan a indiqué que le Darfour était en proie à une insécurité toujours plus grande: depuis septembre, 36 camions acheminant l'aide avaient été la cible d'attaques; le Gouvernement avait fait savoir qu'il renforcerait les patrouilles. En 2007, le taux global de malnutrition aiguë avait atteint 16,1 pour cent, un taux supérieur au seuil d'urgence fixé à 15 pour cent. Au Sud-Soudan, la transition vers le redressement et le développement restait une gageure; le manque de partenaires rendait la tâche du PAM difficile. Les pays donateurs continuaient d'apporter un soutien important au Soudan; 42 pour cent des 700 millions de dollars requis au titre des opérations dans le pays pour l'exercice financier en cours avaient été fournis; d'autres contributions étaient nécessaires pour couvrir les besoins alimentaires pendant le troisième trimestre et le coût des 24 avions que le PAM utilisait pour transporter 14 000 travailleurs humanitaires chaque mois; le service aérien humanitaire absorbait à lui seul 77 millions de dollars.
39. Le Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest a indiqué que le contexte sécuritaire était devenu plus instable dans tout le Sahel au cours de ces derniers mois. Il a attiré l'attention sur les problèmes que connaissait actuellement le Tchad, et informé le Conseil que le PAM avait évacué 121 membres du personnel des Nations Unies. Il a remercié le Gouvernement français d'avoir apporté son aide dans l'opération d'évacuation de 11 membres du personnel du PAM de N'Djamena. Le PAM avait préparé une opération d'urgence et une opération spéciale qui lui permettraient de porter secours aux réfugiés tchadiens au Cameroun. Malgré une production alimentaire globale jugée satisfaisante en Afrique de l'Ouest durant la campagne agricole 2007/08, la production inégale et l'augmentation des prix risquaient de mettre à mal la sécurité alimentaire fragile dans la région en 2008. Le changement climatique, la hausse des prix des produits alimentaires et du carburant conjugués à des facteurs régionaux comme les pluies tardives, les sécheresses localisées et la forte croissance démographique constituaient une menace permanente pour la sécurité alimentaire dans la région. Divers gouvernements s'étaient engagés à prendre des mesures pour augmenter ou constituer des stocks alimentaires à l'échelle nationale, et pour alimenter régulièrement les marchés afin de stabiliser le prix des céréales. Le Bureau régional suivait de près l'évolution de la situation et renforçait ses capacités d'évaluation de l'impact sur les ménages; il continuerait de se concentrer sur les questions ayant des répercussions régionales telles que le changement climatique, la nutrition, le redressement après un conflit et l'alimentation scolaire. Le PAM aidait les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest dans l'action qu'ils menaient pour reconstruire leur société et leurs infrastructures au lendemain des conflits. L'alimentation scolaire contribuait non seulement à ouvrir les portes de l'enseignement primaire universel dans ces pays, mais servait aussi de point d'ancrage aux communautés rurales, à mesure que les personnes regagnaient leur pays d'origine pour s'y installer à nouveau.
40. Les membres du Conseil ont réitéré l'importance de venir à bout des obstacles qui empêchaient la fourniture de l'aide alimentaire à des fins humanitaires. Au Soudan, la nouvelle force de maintien de la paix pourrait contribuer à assurer la sécurité des personnes déplacées (surtout celle des femmes) dans les camps. Les gouvernements étaient invités à concrétiser leurs promesses de dons. Un message de remerciement a été adressé au personnel en poste au Soudan.

Bureaux régionaux pour l'Amérique latine et les Caraïbes, pour l'Asie, et pour le Moyen-Orient, l'Asie centrale et l'Europe orientale

41. Le Directeur du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes a présenté certaines des principales questions et activités concernant le PAM dans la région, où 86 pour cent des personnes victimes de la faim et de l'insécurité alimentaire vivaient dans des pays à revenu intermédiaire. Les activités de préparation et de réaction aux situations de crise avaient permis d'améliorer les interventions d'urgence du PAM pendant le second semestre de 2007; la préparation revêtait une importance capitale dans la région, qui était habituellement frappée par 20 à 25 grandes tempêtes tropicales chaque année. Comme dans les autres régions, le prix des produits alimentaires représentait une difficulté majeure et avait, dans certains cas, contraint les pauvres à réduire leur consommation alimentaire. Les achats locaux étaient importants; le PAM cherchait à mettre en place un système d'agrément pour les petits agriculteurs locaux au Guatemala afin qu'ils deviennent ses fournisseurs. La coopération et la triangulation entre partenaires du Sud s'intensifiaient dans la région, en particulier pour la lutte contre la mortalité infantile; le Brésil, le Chili et le Mexique figuraient parmi les pays coopérant dans la région.
42. Le Directeur régional pour l'Asie a parlé des lourdes conséquences de la flambée des prix alimentaires dans la région, qui limitait l'accès de nombreuses personnes à l'alimentation. Plusieurs pays avaient imposé des taxes ou des interdictions à l'exportation de céréales, et le PAM négociait le moyen d'en être exempté pour des raisons humanitaires. En Afghanistan, les populations vulnérables souffraient des effets de la montée des prix, du manque de développement des marchés ainsi que de problèmes politiques, de sécurité, d'infrastructures et de transport. Dans le sud du pays, les camions acheminant l'aide du PAM étaient régulièrement pris pour cibles et parfois volés, endommagés ou brûlés. Le personnel du PAM accomplissait un travail remarquable dans un contexte difficile. Le 24 janvier 2008, le Gouvernement afghan et les Nations Unies avaient lancé un appel conjoint pour recueillir 81 millions de dollars, dont 77 millions étaient affectés aux opérations du PAM.
43. Au Bangladesh, les prix avaient connu une hausse significative et la situation était pire dans les zones touchées par les cyclones. À Sri Lanka, la situation s'était dégradée sur le plan de la sécurité. Compte tenu des pénuries alimentaires et de la hausse des prix, il fallait faire attention à ce que les achats locaux n'aient pas d'effets négatifs. En République populaire démocratique de Corée, la sécurité alimentaire s'était considérablement détériorée. Le nombre de personnes nécessitant une aide était de 6 à 7 millions en 2005 et le PAM ne pouvait secourir que 15 pour cent d'entre elles. À présent, près de la moitié de la population avait besoin d'une aide alimentaire, et il appartenait au Gouvernement et aux donateurs de décider la manière de répondre aux besoins de ces personnes. Le PAM se tenait prêt pour dispenser l'aide.
44. La Directrice du Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Asie centrale et l'Europe orientale a abordé les effets des conflits, l'augmentation des prix des produits alimentaires et du carburant et l'hiver inhabituellement rude cette année dans la région. Parmi les principaux problèmes, on peut citer les difficultés pour atteindre les personnes vulnérables à Gaza, au Yémen et en Iraq, où la sécurité du personnel devait rester une priorité. À Gaza, 80 pour cent de la population recevait des rations alimentaires, mais le blocage du couloir humanitaire avait eu pour effet de détériorer les conditions de vie par rapport au mois précédent, et la moitié de la population n'avait pas accès à l'eau salubre. Le PAM devait se tenir prêt à répondre immédiatement aux appels imprévus, tel l'appel récemment lancé par le Gouvernement du Tadjikistan, pays dans lequel de nombreuses familles étaient privées



de nourriture ou de carburant. Le PAM venait en aide aux personnes déplacées en Iraq et en République arabe syrienne.

45. Le Bureau régional suivait l'évolution des prix étant donné qu'une augmentation soudaine pouvait entraîner un mécontentement populaire et des violences sporadiques, et compromettre la distribution de l'aide alimentaire dans le pays. La Jordanie et l'Égypte, entre autres, avaient fait appel à l'aide du PAM pour le ciblage et la cartographie de la vulnérabilité pour leurs propres programmes fondés sur l'aide alimentaire. Le PAM avait transféré avec succès l'exécution de ses programmes aux gouvernements d'Azerbaïdjan, de Géorgie et d'Arménie, pays pour lesquels des stratégies de transfert des responsabilités bien définies avaient été dès le début intégrées aux projets. Le PAM étudiait les moyens de venir en aide aux petits agriculteurs, y compris grâce aux achats locaux. La coopération entre les pays en développement par le biais de partenariats et d'une triangulation Sud-Sud s'intensifiait, notamment avec l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite et l'Algérie. En tant que donateur pour la région, la Fédération de Russie était un partenaire pour l'assistance technique et l'achat de produits alimentaires. Le PAM cherchait à élargir sa collaboration avec d'autres organisations, le secteur privé, les organisations philanthropiques et les fonds fiduciaires à travers la région.
46. S'adressant au Conseil au sujet de l'envolée des prix produits alimentaires, la Directrice exécutive a souligné que cette question concernait le monde entier et constituait le plus grand bouleversement des marchés agricoles depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le PAM était aux avant-postes et travaillait avec ceux qui étaient les premiers et le plus durement touchés. Il serait possible au cours des prochains mois d'avoir une idée plus claire des conséquences de cette situation à l'échelle planétaire – y compris des personnes qui pourraient en bénéficier. En tout état de cause, le mandat du PAM consistait à porter secours aux plus vulnérables.

PORTEFEUILLE D'ACTIVITES DANS LA REGION AFRIQUE AUSTRALE, ORIENTALE ET CENTRALE

Rapport succinct de l'évaluation de l'opération d'urgence Kenya 10374.0 et du programme de pays 10264.0 (2004–2008) (2008/EB.1/8)

47. La Directrice du Bureau de l'évaluation a présenté le rapport. L'évaluation avait permis de faire ressortir les éléments suivants: les distributions générales de vivres constituaient une large composante; la méthode de ciblage et de distribution à assise communautaire était très appropriée au contexte; une seule filière de produits alimentaires était utilisée; des apports complémentaires pour le programme d'activités Vivres contre travail étaient nécessaires; et le programme élargi d'alimentation scolaire soulevait de nombreuses attentes. Il apparaissait également que le programme de supplémentation alimentaire était adapté. Toutefois, son efficacité pâtissait de l'absence de composantes complémentaires qui ne dépendaient pas du PAM. De manière générale, l'équipe d'évaluation estimait que le programme de pays avait un effet positif; le traitement antirétroviral avait donné des résultats impressionnants malgré l'insuffisance des fonds et le nombre restreint de bénéficiaires. Cependant, la synergie entre les opérations pouvait être améliorée et le programme d'alimentation scolaire devait être reconsidéré.

48. Les membres du Conseil ont souligné l'importance de soutenir l'éducation des filles et des orphelins. Ils ont engagé le PAM à améliorer les moyens logistiques du Gouvernement kenyan pour faire face à d'éventuelles crises futures, et à élaborer une stratégie claire pour le transfert des responsabilités, notamment depuis la transition d'une aide d'urgence à une assistance reposant sur des mécanismes de protection sociale aux mains du Gouvernement. Les membres ont encouragé le PAM à resserrer ses liens de coopération avec l'UNICEF dans le domaine de la nutrition, en collaboration avec le Ministère de la santé.
49. Les membres du Conseil ont cité les programmes Vivres contre travail, Vivres pour la création d'emplois et Vivres au profit de la formation comme étant des facteurs positifs contribuant au renforcement des capacités locales, et se sont dits satisfaits de l'engagement du PAM d'améliorer le suivi de l'efficacité et de l'impact de l'aide alimentaire. Les partenariats revêtaient une importance particulière lorsque les ressources venaient à manquer. Le Conseil a reconnu que le climat actuel d'instabilité et d'agitation au Kenya pourrait entraîner un changement de priorités ou une augmentation des besoins. Les membres du Conseil ont encouragé le PAM à élargir la composante Santé dans ses activités compte tenu de la détérioration des conditions sanitaires.
50. Le Bureau de l'évaluation a été invité à inclure les recommandations dans les résumés des rapports d'évaluation.
51. La Directrice adjointe du bureau de pays au Kenya a fait savoir que le PAM collaborait avec l'UNICEF et le Ministère de la santé pour fournir des assortiments nutritionnels plus complets. Le bureau effectuerait un nouveau ciblage de toutes les écoles bénéficiant des projets du portefeuille de développement. L'insuffisance des ressources pour les programmes de lutte contre le VIH/sida était une source de préoccupation et l'on s'efforçait de trouver d'autres partenaires. Le bureau de pays avait récemment lancé une stratégie relative au secteur privé. Le Gouvernement fournissait l'aide alimentaire en vue du transfert des activités du programme d'alimentation scolaire; les potagers scolaires étaient un moyen de favoriser le passage à l'autosuffisance, bien que la production soit affectée par les sécheresses et les inondations.
52. Le PAM tiendrait compte des recommandations formulées par l'équipe d'évaluation dans le programme de pays qu'il proposerait pour la période 2009–2013 et dans le descriptif de la stratégie de redressement d'une durée de trois ans.

Intervention prolongée de secours et de redressement Zimbabwe 10595.0 (2008/EB.1/9)

53. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) a été présentée par la Directrice du Bureau régional pour l'Afrique australe, orientale et centrale. L'IPSR permettrait de venir en aide à certains groupes ciblés en raison de leur vulnérabilité à la faim : orphelins et autres enfants vulnérables, malades chroniques, personnes déplacées et personnes démunies de ressources vivant dans les zones du pays les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Elle viserait à renforcer la capacité des personnes vulnérables de satisfaire leurs besoins alimentaires en fournissant des vivres à l'appui d'initiatives complémentaires dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'éducation.
54. Le Conseil s'est dit satisfait du lien entre l'alimentation et la santé, et du rôle plus important accordé aux femmes à l'échelle des communautés. Il a été demandé au PAM de rester attentif concernant le suivi des distributions alimentaires compte tenu des élections prévues cette année. Les membres du Conseil ont invité le PAM à adopter une approche ciblée pour associer l'aide alimentaire au traitement antirétroviral. Une méthode de ciblage adaptée permettrait également de veiller à ce que l'aide alimentaire distribuée par le



programme d'alimentation scolaire parvienne aux plus nécessiteux. Le Secrétariat a été prié de donner des précisions sur la stratégie de retrait. Il a été suggéré de consulter l'Organisation mondiale de la santé dans les domaines où ses compétences techniques pourraient être précieuses.

55. Les effets toujours plus dévastateurs du changement climatique ont été constatés, mais l'on a estimé que de bonnes campagnes agricoles permettraient de réduire fortement, voire d'éliminer, le besoin d'aide alimentaire. Toutefois, les catastrophes telles que les récentes inondations avaient aggravé la situation.
56. Le Directeur de pays a précisé que pour éviter toute rupture de la filière d'approvisionnement, le PAM avait constitué des stocks destinés à des distributions ciblées pendant la période de soudure précédant les récoltes. L'aide apportée aux patients suivant un traitement antirétroviral était également rigoureusement ciblée, tandis que le programme de soins à domicile était conçu de manière à ce que l'aide cesse à mesure que l'état de santé des malades s'améliorait. L'alimentation scolaire était une activité menée essentiellement dans les zones urbaines, et les écoles étaient un moyen un de répondre à la vulnérabilité urbaine.
57. Les activités Vivres au profit de la formation, Vivres pour la création d'avoirs et les programmes d'aide au secteur agricole faisaient partie intégrante de l'IPSR; le PAM évitait de distribuer des vivres dans le cadre de certains programmes, comme la promotion des techniques agricoles de conservation, pour que cela ne constitue pas la seule motivation pour participer au programme. Des progrès remarquables avaient été enregistrés dans la planification et la rapidité des évaluations des besoins et du ciblage.

Intervention prolongée de secours et de redressement Ouganda 10121.2 (2008/EB.1/10)

58. L'IPSR a été présentée par la Directrice du Bureau régional pour l'Afrique australe, orientale et centrale. Les fréquentes sécheresses avaient des effets défavorables sur les récoltes, tandis que la violence persistante avait entraîné le déplacement de nombreuses personnes. En outre, l'instabilité qui régnait au Soudan et en République démocratique du Congo avait poussé les réfugiés vers l'Ouganda. L'IPSR permettrait de fournir une aide alimentaire aux populations touchées par les crises.
59. Les membres du Conseil se sont interrogés sur les répercussions que l'IPSR pourrait avoir sur les marchés locaux et souhaitaient obtenir de plus amples détails sur le rôle du Gouvernement et la stratégie de transfert des responsabilités du PAM. Ils ont encouragé le Programme à continuer de coordonner ses activités avec les autres organisations, notamment la FAO, et à poursuivre la planification prévisionnelle en cas d'afflux massif de réfugiés. Certains membres du Conseil ont exprimé des doutes concernant certaines activités en faveur de l'autosuffisance, et demandé un examen plus poussé du rôle joué par le PAM dans le redressement et la création d'emploi pour les communautés. D'autres membres ont estimé que le nombre des personnes déplacées était maintenant inférieur à celui indiqué dans le descriptif de l'IPSR; ils s'inquiétaient du fait que les distributions générales de vivres pouvaient dissuader les personnes déplacées de regagner leur pays d'origine. Il a été proposé d'envisager de mener des programmes Vivres contre travail pour rebâtir les infrastructures. Il a été demandé que le lien entre les évaluations des besoins et l'IPSR soit éclairci. Le Conseil a souligné l'importance de maintenir un dialogue avec le Gouvernement et de renforcer la coopération avec les pays donateurs, et a vivement encouragé le PAM à utiliser des méthodes de suivi efficaces.



60. Le Directeur de pays a souligné qu'il était peu probable que les petites rations actuellement fournies dans les camps aux personnes déplacées ne les dissuadent de rentrer dans leur pays. Il a expliqué que le PAM étant l'une des rares organisations présente dans les zones de conflit au moment de l'accord de cessation des hostilités, il pouvait offrir aux personnes déplacées la possibilité de participer à des activités comme la construction d'étangs de pisciculture ou la plantation d'arbres, et pourrait transférer la responsabilité de ces activités à mesure qu'un plus grand nombre d'organisations intervenaient dans le Nord. Des moyens d'agir seraient donnés aux autorités locales par le biais de programmes de formation à l'analyse de la vulnérabilité. Des maisons étaient construites pour les enseignants afin de les encourager à vivre et à travailler dans des zones difficiles. Le PAM privilégierait les zones dont les besoins étaient urgents, notamment dans le Nord, en collaboration avec des partenaires et des organisations non gouvernementales; son intervention s'effectuerait sur la base d'évaluations de la sécurité alimentaire, de l'accès à la terre et de la nutrition. On espérait qu'un accord de paix global serait signé prochainement.
61. Le Conseil a prié le Secrétariat d'examiner de nouveau l'IPSR en tenant compte des discussions sur le Plan stratégique et de l'évolution du contexte, et de lui présenter ses conclusions à sa première session ordinaire de 2009.

PORTEFEUILLE D'ACTIVITES DANS LA REGION AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES

Rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR Colombie 10366.0 (2008/EB.1/11)

Intervention prolongée de secours et de redressement Colombie 10588.0 (2008/EB.1/12)

62. Le Secrétariat a présenté à la fois les résultats de l'évaluation à mi-parcours de l'IPSR 10366.0 soumise pour examen et la proposition d'IPSR 10588.0 soumise pour approbation. Selon les conclusions de l'évaluation, l'IPSR était pertinente et appropriée aux besoins des personnes déplacées en Colombie, qui se trouvaient très souvent dans des zones difficiles d'accès. De nombreux objectifs avaient été dépassés. Une attention particulière avait été portée aux femmes: 55 pour cent des bénéficiaires et 80 pour cent des personnes responsables des décisions étaient des femmes. La mission d'évaluation déconseillait de porter secours à un nombre de bénéficiaires supérieur à celui initialement prévu car cela impliquait de réduire les rations. Elle a également recommandé: de mettre au point des systèmes de suivi efficaces qui seraient gérés par le Gouvernement une fois l'exécution du programme achevée; de privilégier les activités de secours plutôt que les activités de redressement au vu de la situation actuelle; et d'accorder une plus grande attention à la nutrition, à l'éducation, à la mesure des effets directs et au ciblage des personnes les plus démunies.
63. L'IPSR proposée prévoyait un plan d'assistance de trois ans en faveur de 530 000 personnes déplacées, destiné à améliorer leurs conditions de vie et leur nutrition, notamment des femmes et des enfants de moins de 5 ans, et à favoriser leur accès à l'éducation. L'IPSR répondait au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), à la politique nationale en faveur des personnes déplacées, qui était mise en œuvre par les tribunaux, et à la stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté. Le Gouvernement contribuerait à l'IPSR à hauteur de 64 millions de dollars, dont

20 millions de dollars en espèces. Le Gouvernement gérait également un programme pour suivre l'assistance fournie aux personnes déplacées à travers le pays.

64. Le Conseil a souscrit aux conclusions de l'évaluation et à la nouvelle IPSR. Dans les deux cas, les membres se sont félicités de la collaboration entre le PAM et le Gouvernement ainsi que des données d'expérience transmises à toutes les parties prenantes, qui contribueraient à pérenniser les acquis. Le Conseil a suggéré au PAM de communiquer les enseignements et les meilleures pratiques tirés de cette expérience. Parmi les questions soulevées, on peut citer la planification prévisionnelle en cas d'insuffisance de fonds; la manière dont la nouvelle IPSR répondrait aux nouveaux objectifs stratégiques; la nécessité de passer d'activités opérationnelles à des activités normatives; l'importance de promouvoir la maîtrise des programmes nationaux par les gouvernements; et la multiplication des outils, notamment pour les mécanismes de collaboration et de coopération.
65. Répondant aux observations formulées par le Conseil, le Directeur du PAM en Colombie a expliqué qu'un ciblage des bénéficiaires plus strict et un travail de sensibilisation auprès des donateurs permettraient d'assurer un financement suffisant. Les moyens d'augmenter les achats locaux et de renforcer les capacités locales étaient à l'étude. À terme, toutes les personnes déplacées seraient couvertes par le programme gouvernemental d'assistance aux personnes déplacées. Le Directeur régional a assuré au Conseil que les nouveaux objectifs stratégiques seraient pris en compte lors de l'exécution de la nouvelle IPSR, et que la possibilité d'utiliser de nouveaux outils serait examinée.

QUESTIONS D'ADMINISTRATION ET DE GESTION

Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM (2008/EB.1/13)

66. Le Secrétariat a présenté le Président du Corps commun d'inspection (CCI) des Nations Unies et donné un aperçu du document contenant la réponse apportée par le PAM aux recommandations formulées par le CCI. Depuis le dernier examen par le Conseil en 2006, le CCI avait publié 13 rapports, dont 9 intéressaient le travail du PAM. Quatre de ces rapports appelaient une décision du Conseil, et le Président du CCI demandait qu'une attention accrue soit portée à ces questions.
67. Le Conseil a réitéré son engagement concernant la supervision et les mécanismes de contrôle, en soulignant que toutes les recommandations devaient être concrètes s'agissant des méthodes, des ressources et de la mesurabilité. Il devait être clairement spécifié dans le rapport si les recommandations appelaient une décision du Conseil ou du Secrétariat, quelles recommandations avaient été acceptées et suivies d'effets par le seul Secrétariat et quelles étaient les mesures prises à la demande du Conseil.
68. Répondant à des questions spécifiques du Conseil, le Président du Conseil a fait savoir que les consultations informelles sur le rapport relatif aux lacunes des mécanismes de contrôle, qui avaient été organisées sous la direction de l'ancien Président, se poursuivraient sous sa présidence. Le Secrétariat a indiqué qu'il avait constitué un groupe chargé d'examiner les questions sur le partage des coûts du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies et prévoyait d'informer le Conseil des besoins supplémentaires en matière de sécurité suite à l'attentat à la bombe d'Alger.

69. Les organisations dont le siège était à Rome examinaient la question des relations avec les gouvernements hôtes et avaient commencé à coordonner leurs contacts avec le Gouvernement italien. Le PAM harmoniserait les titres de ses ambassadeurs itinérants avec les titres normalisés des Nations Unies, mais il a estimé qu'il était préférable de procéder par étapes.
70. Concernant les questions de contrôle, le PAM avait nommé un fonctionnaire chargé de la déontologie et de récentes circulaires de la Directrice exécutive avaient défini le mandat d'un service de la déontologie et amendé sa politique de protection des dénonciateurs d'abus conformément aux directives du système des Nations Unies.
71. Le Secrétariat a également souligné qu'il était résolu à améliorer le système et à poursuivre le dialogue avec le CCI et le Bureau sur la manière de mieux présenter les recommandations impliquant les organes délibérants.
72. Le Président du CCI a signalé que ce dernier avait consulté le Secrétariat au sujet de ses recommandations avant leur publication. Le PAM était l'un des organismes des Nations Unies les plus rapides et les plus efficaces du système des Nations Unies pour répondre et donner suite aux recommandations formulées par le CCI.

QUESTIONS DIVERSES

Présentation orale de la réunion conjointe des Conseils d'administration du PNUD/UNFPA, de l'UNICEF et du PAM (2008/EB.1/15)

73. L'ancien Président du Conseil d'administration, M. James Melanson, a présenté un compte rendu de la réunion qui s'était tenue à New York les 25 et 28 janvier 2008, en expliquant que la réunion conjointe annuelle organisée depuis dix ans permettait aux conseils d'administration d'étudier des questions intéressantes qui couvraient des domaines communs de leurs stratégies, programmes et pratiques opérationnelles respectifs. Trois principaux sujets avaient été abordés lors de la réunion de cette année.
74. Le premier thème portait sur les progrès réalisés vers la réalisation des OMD. Un document d'information avait été présenté, et le Mali ainsi que le Malawi avaient fait part de leur expérience nationale. Globalement, des progrès avaient été accomplis vers la réalisation de l'objectif visant à réduire de moitié l'extrême pauvreté; la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants en bas âge avait été réduite mais les progrès concernant la réduction de la mortalité maternelle et infantile restaient insuffisants pour atteindre les OMD 4 et 5. De nombreux pays étaient en passe de réaliser l'enseignement primaire universel et d'éliminer les inégalités entre les hommes et les femmes. La prévalence mondiale du VIH semblait s'être stabilisée et la lutte antipaludique s'intensifiait en partie grâce à l'utilisation toujours plus courante de moustiquaires imprégnées d'insecticide. Des efforts plus importants devaient être consentis pour améliorer l'accès à l'eau salubre. Quel que soit l'OMD considéré, la perspective d'atteindre l'objectif visé était moins prometteuse en Afrique subsaharienne et, dans une certaine mesure, en Asie du Sud. Enfin, l'aide au développement promise avait été supérieure à l'aide réellement fournie et aucun progrès n'avait été réalisé pour assurer aux pays en développement un accès préférentiel aux marchés.

75. Le deuxième thème portait sur les retours d'information concernant le projet "Unis dans l'action" qui était mené à titre pilote dans huit pays pour répondre plus efficacement aux priorités nationales, parvenir à une plus grande cohérence de l'action du système des Nations Unies et réduire les coûts de transaction. Le Groupe des Nations Unies sur l'évaluation appuyait un processus bien défini d'évaluation s'étendant sur quatre ans. Il importait que les projets pilotes soient entrepris à l'initiative des pays; que des modèles flexibles soient utilisés; que tous les organismes des Nations Unies y participent; et que la stratégie de programmation conjointe adoptée réponde aux priorités nationales dans le cadre du PNUAD. Il était également important que le projet "Unis dans l'action" ne devienne pas une initiative trop axée sur le processus; on estimait qu'elle pouvait être menée sous la conduite et l'autorité des coordonnateurs résidents, tout en soulignant l'importance "d'isoler" le Coordonnateur résident de son organisation mère afin qu'il agisse globalement à titre collectif. L'importance de maintenir une certaine cohérence dans la mobilisation de fonds a été soulignée. Le PAM avait recommandé d'envisager de partager les locaux, au cas par cas, étant donné les problèmes de coûts et de sécurité. Tout en rappelant le caractère préliminaire de cette initiative, sa capacité d'accroître l'efficacité de l'action du système des Nations Unies pour appuyer les stratégies de développement menées par les pays était prometteuse.
76. Le troisième thème portait sur les stratégies de prévention des catastrophes. En 2006, 967 catastrophes majeures avaient été recensées à travers le monde. Le cadre d'action de Hyogo adopté à l'issue de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes, définissait les priorités concernant le renforcement des capacités nationales, l'alerte rapide, l'instauration d'une culture de la sécurité, la prévention des catastrophes et les activités de préparation. Le Directeur de la protection civile en Haïti avait présenté une étude de cas excellente sur l'approche adoptée dans le pays. La prévention des catastrophes recouvrait les programmes de développement et les programmes humanitaires. La répercussion des catastrophes sur les populations pauvres dépendait de la manière dont les programmes de développement réussissaient à réduire les risques et à renforcer la capacité de résistance.
77. Un membre du Conseil s'est enquis de la mise en œuvre des projets pilotes menés par les Nations Unies conformément au principe "Unis dans l'action" et voulait savoir s'ils incorporaient des activités d'aide humanitaire et des activités de développement. La Directrice exécutive lui a répondu en expliquant que les modalités de programmation et de financement propres à ces projets pilotes concernaient avant tout des activités de développement, mais que les programmes d'aide humanitaire – qui faisaient l'objet d'un processus de réforme distinct – étaient étroitement coordonnés au niveau des pays conformément au principe d'unité d'action des Nations Unies. Les documents d'information des réunions, et des copies du document contenant les observations formulées par l'ancien Président, étaient disponibles au Secrétariat.

Discours de son Excellence John Agyekum Kufuor, Président du Ghana

78. La Directrice exécutive a souhaité la bienvenue au Président Kufuor, en le présentant comme un leader ouvrant des horizons nouveaux au Ghana, un pays qui apparaissait comme la voix de l'Afrique pour la paix, la démocratie et la transformation économique; un défenseur infatigable de la paix lorsqu'il était à la tête de l'Union africaine; et un partenaire du PAM dans sa volonté d'éradiquer la faim.
79. Le Président Kufuor a entamé son discours en exprimant au PAM sa profonde gratitude pour l'excellent travail qu'il accomplissait pour le bien de l'humanité. Il a décrit le besoin de se nourrir comme étant le plus important des trois besoins essentiels de l'homme: se nourrir, se vêtir et avoir un toit. Le droit à l'alimentation était maintenant considéré comme



un droit fondamental de l'homme et le défi de nourrir la population mondiale occupait une place plus importante dans l'ordre du jour mondial. La science et la technologie pouvaient contribuer à la sécurité alimentaire, mais la production alimentaire de masse et la destruction de la nature donnaient souvent des aliments moins nourrissants; les produits alimentaires biologiques n'étaient pas à la portée de nombreuses personnes. Les pays en développement aspiraient à fournir un accès au savoir et à la nourriture à un coût abordable. La stratégie adoptée par le Ghana pour la réduction de la pauvreté avait pour objectif de former une main-d'œuvre instruite, bien formée et disciplinée capable de contribuer à la croissance menée par le secteur privé. Les enfants étaient les premières victimes de la faim, qui compromettait leurs chances de recevoir une éducation; le Gouvernement du Ghana s'attachait à mettre en place des systèmes d'appui à l'enseignement, y compris le programme d'alimentation scolaire dont le PAM était le moteur. Le Président a salué l'action du PAM, en affirmant que le monde avait une dette envers l'Organisation, qui était au service des plus nécessiteux.

80. Le Président a poursuivi son discours en indiquant que les pays devaient également s'engager à mettre en œuvre des protocoles comme la Déclaration de Maputo, laquelle demandait que 10 pour cent du budget national soit alloué à l'agriculture et au développement rural, et le document final du Sommet d'Abuja sur la sécurité alimentaire, qui appelait à promouvoir le commerce interafricain des aliments de base et à intégrer les questions de nutrition dans les interventions relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Il a appelé les pays dont l'économie était développée à aider les pays en développement à réaliser les OMD.
81. Le Président Kufuor a déclaré que le Ghana comptait parmi les sponsors et les partenaires la campagne "Fill the cup" et a encouragé tout le monde à soutenir cette campagne. Il a clos son discours en remerciant la Directrice exécutive de l'avoir invité, et d'avoir également convié un groupe d'écoliers ghanéens bénéficiaires de l'aide à raconter leur expérience au Conseil. Son discours a été suivi d'un spectacle donné par les écoliers ghanéens.
82. Les membres du Conseil ont remercié le Président pour son discours. Ils ont noté l'importance de l'exemple donné par le Ghana dans son combat contre la faim, les progrès accomplis par le pays vers la réalisation des OMD et sa contribution à la paix dans la région. Il a été suggéré d'encourager le secteur privé à soutenir l'alimentation scolaire au titre de la responsabilité sociale des entreprises et de rétablir les potagers scolaires parallèlement aux programmes d'alimentation scolaire.
83. Répondant aux observations formulées par le Conseil, le Président Kufuor a souligné l'importance de fournir un bon assortiment nutritionnel dans le cadre de l'alimentation scolaire et d'assurer de bonnes infrastructures scolaires pour accroître le taux d'inscription. Il a réitéré sa vision de la coopération entre les pays d'Afrique.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

CCI	Corps commun d'inspection
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CERF	Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
normes IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WINGS	Système mondial et réseau d'information du PAM